



Déclaration liminaire
des représentants FSU
au CHSCT Départemental du Nord
Le 10 décembre 2020

Les derniers chiffres sur le covid19 montrent un ralentissement de l'ampleur de l'épidémie en France, bien que nous soyons encore loin de la maîtriser. La politique sanitaire gouvernementale est pour autant incohérente, elle manque d'anticipation et souffre d'un manque de moyens, c'est donc bien l'effort de toute une population qui commencerait à payer. Il a même fallu qu'un mouvement de personnels et d'élèves contraigne le ministre à accepter le passage en demi-groupes dans des lycées pour limiter la circulation du virus dans ces clusters en puissance.

Face aux différentes crises, la défiance du monde éducatif envers son ministère n'a jamais été telle. Suite à l'attentat ignoble de notre collègue Samuel Patty, la communauté éducative apprend par voie médiatique le report de la rentrée du 02 novembre à 10h00. Après avoir organisé pendant les congés scolaires la concertation, après avoir contacté parfois individuellement toutes les familles, nous apprenons, toujours par les médias, qu'il faut tout annuler. Cette volte-face du ministre sur le décalage de la rentrée est à la fois insultante pour notre travail et nos élèves, mais aussi pour les idées de liberté que nous apprenons au quotidien aux enfants.

Nous défendons également le principe d'égalité. Mais pas celle de notre ministre qui en finançant largement la création d'un syndicat lycéen n'a vu qu'un soutien bien fragile pour défendre ses propres réformes.

Et que dire sur l'écart extraordinaire séparant les chiffres de contamination au covid chez les 0-19 ans donnés par Santé Publique France et les chiffres donnés par le ministère ?

Et en plein cœur de la deuxième vague de l'épidémie, le ministère a mis en place un protocole dit « renforcé ». Constant dans son impréparation et ses approximations, ce nouveau protocole déborde de « lorsque c'est possible », « ou à défaut », ou encore « dans la mesure du possible ». Le port du masque pour les enfants à partir du CP est l'arbre médiatique qui cache la forêt. Car dès le jour de la rentrée, nos classes étaient toujours aussi surchargées, les cantines étaient toujours incapables de gérer le flux des 1/2 pensionnaires et les enseignants absents toujours aussi peu remplacés.

L'ensemble des organisations syndicales ont déposé auprès du ministère de l'Éducation nationale une alerte sociale le 2 novembre pour dénoncer la gestion de la crise sanitaire par le ministère qui dégrade les conditions de travail déjà largement détériorées, conduisant à une surcharge de travail et à une mise sous pression intenable pour l'ensemble des personnels dont les directrices et directeurs d'école, épuisés et exaspérés. Rappelons que les directrices et directeurs d'école doivent faire face à des protocoles sanitaires changeants régulièrement, sans aide administrative. S'il est fondamental que les écoles restent ouvertes, cela ne doit pas être au prix de la santé des élèves et des personnels.

Et l'annonce au recours de 350 contractuels (dont 210 pour le Nord) pour l'Académie, embauchés jusqu'en février, montre que la FSU a eu raison d'alerter sur le manque de moyens humains. Mais cette annonce montre aussi que l'institution ne prévoit aucunement de remédier aux problèmes structurels que cette crise sanitaire pose. Elle n'offre aux recrutés que la précarité comme perspective, que du temporaire aux collègues en surcharge, que le manque d'ambition pour nos élèves.

Mais dans l'intérêt de tous, il ne faut pas se contenter de ces rapiécages inadaptés à la situation. Ce qu'il faut pour notre École, relève du plan d'urgence !

Tout d'abord, il faut abroger la réforme du lycée qui fait perdre tous sens aux enseignements dans le secondaire et qui nuit à la construction intellectuelle des jeunes. Il faut également préserver et rétablir toutes les instances paritaires afin de rétablir une gestion plus transparente des personnels. Ces mesures redonneraient un peu plus de sens à notre métier et de visibilité pour nos carrières. Il faut également des moyens humains et financiers à la hauteur des enjeux de l'Éducation pour la jeunesse.

De trop nombreux établissements ou écoles sont vétustes. Un programme de rénovation voire de nouvelles constructions doit voir rapidement le jour pour le confort des personnels et des élèves. Il faut également compléter ou renouveler le matériel pédagogique et informatique nécessaires à un enseignement efficace.

Mais avant tout, il faut recruter massivement et immédiatement : des enseignants, sur la liste complémentaire dans le premier degré et les admissibles dans le second, des personnels administratifs d'éducation et de santé. De la même manière, il est grand temps de recruter des agents d'entretien, des personnels d'encadrement,...

Pendant cette période d'explosion du chômage, il est vital de partager le travail entre tous en offrant des emplois utiles à toute la société.